



Extrait du L'École Émancipée

<http://www.ecoleemancipee.org/spip.php?article1719>

# Quel avenir pour le modèle breton ?

- Société -



Date de mise en ligne : vendredi 4 avril 2014

## **Description :**

La Bretagne fait régulièrement la une des journaux à propos de la qualité dégradée de ses eaux de surface et souterraines.

Il suffit de se promener l'été sur certaines plages bretonnes pour constater l'ampleur du phénomène avec les dépôts d'algues vertes.

Mais au-delà de la présence très visuelle de ces algues, la question qui se pose est celle de l'avenir du modèle breton, entre crise écologique et crise agricole.

---

**L'École Émancipée**

---

**La Bretagne fait régulièrement la une des journaux à propos de la qualité dégradée de ses eaux de surface et souterraines. Il suffit de se promener l'été sur certaines plages bretonnes pour constater l'ampleur du phénomène avec les dépôts d'algues vertes. Mais au-delà de la présence très visuelle de ces algues, la question qui se pose est celle de l'avenir du modèle breton, entre crise écologique et crise agricole.**

Les taux de nitrates et de phosphore que contient l'eau sont beaucoup trop élevés d'un point de vue santé publique ou écologique. Cet apport de nitrates et phosphore est connu et même condamné.

Un contentieux européen est toujours en cours concernant les nitrates dans l'eau. La commission a assigné la France devant la cour de justice de l'Union Européenne, avec un jugement du 13 juin 2013 pour manquement dans la mise en oeuvre de la directive nitrates.

La France n'a pas pris de mesures efficaces contre cette pollution des eaux. La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000 impose aux États membres la recherche de substances chimiques dans l'eau (nitrates, phosphore, pesticides, métaux lourds).

Cette étape vise à obtenir un « bon état chimique de l'eau » à l'horizon 2015. La date butoir de 2015 s'avère beaucoup trop optimiste pour la Bretagne. On parle de l'échéance 2027 pour les nitrates et le phosphore dans de nombreux bassins versants bretons.

## **Mais d'où viennent nitrates et phosphore ?**

Les nitrates et le phosphore sont absolument nécessaires à la croissance des plantes. Sans ces éléments, il n'y a pas de croissance possible pour le maïs et le blé.

L'agriculture utilise des nitrates épandus sous forme d'engrais. Jusqu'à ces dernières années, les prix étaient ridiculement bas et le gaspillage de mise.

L'inconvénient, c'est que les nitrates sont très solubles dans l'eau et tout ce qui n'est pas consommé par les plantes est directement lessivé en direction des rivières et des nappes phréatiques.

Le phénomène a pris une ampleur considérable car les cultures les plus consommatrices de nitrates sont celles qui sont les plus subventionnées par la Politique Agricole Commune (PAC).

L'autre source de nitrates dans l'environnement tient à une autre particularité bretonne : les élevages hors sol. Après-guerre, la Bretagne disposait d'une main d'oeuvre abondante mais les surfaces agricoles étaient petites. Pour dégager un revenu supplémentaire, avec l'aide de la révolution verte et des techniciens de coopératives, on s'est lancé dans le développement à outrance des élevages « hors sol ».

« Hors-sol » veut dire que la nourriture des animaux n'est pas produite sur les surfaces de l'exploitation agricole. Les détracteurs du système disent qu'une ferme bretonne a une autre exploitation fictive au Brésil ou en Argentine d'où provient le soja transgénique, mondialisation oblige.

Ce qui pose problème c'est que ces 15 millions de porcs bretons/an, ces 500 000 000 volailles de chair/an et les poules pondeuses, produisent des montagnes d'excréments dont on ne sait que faire.

Ils contiennent de l'azote organique et vont se transformer inéluctablement en nitrates. Les excréments de volailles (fientes) renferment des taux très élevés de phosphore.

Ces excréments, le trop fameux lisier de cochon, sont épandus généreusement sur les terres agricoles déjà saturées par les engrais. A la première averse venue, les nitrates polluent les rivières et les nappes phréatiques.

Les sols bretons n'en peuvent plus de recevoir nitrates et phosphore. Les politiques ont démissionné devant les lobbies agricoles, seules les associations de défense de l'environnement et les consommateurs se préoccupent vraiment de la qualité de l'eau.

La société s'interroge sur les effets néfastes d'une utilisation massive d'engrais et de pesticides et le lien est aujourd'hui clairement établi par des scientifiques dans le développement de certaines maladies comme le cancer.

## De la crise écologique à la crise économique

Pendant des années, le système a assez bien fonctionné. La production animale bretonne finissait dans des abattoirs modernes transformée en plats cuisinés, poulets prêts à cuire ou charcuterie à prix modéré. Bien sûr il y avait la pollution généralisée de l'eau mais le système créait des emplois, générait de la croissance et de l'activité.

La machine bien huilée s'est enrayée sous l'effet conjugué de 3 éléments.

La concurrence des abattoirs bretons par leurs homologues allemands qui pratiquent le dumping social avec des salariés des anciens pays de l'Est payés à vil prix.

Le prix des céréales est venu amplifier la crise. Les élevages bretons consomment du soja d'Amérique latine et des céréales du bassin parisien.

Avec la libéralisation du marché les prix ont explosé. Quand on sait que le prix de l'aliment représente 70% du prix d'un porc charcutier, on imagine la flambée des coûts de production. Beaucoup d'éleveurs ne se remettront pas de cette inflation.

Pour la production de poulet de chair c'est la PAC qui a précipité la chute de ce secteur. Bruxelles en décidant d'arrêter de subventionner des poulets bretons exportés vers le Moyen Orient l'a rendu trop cher. La filière s'est donc effondrée.

Le groupe Doux a été le premier à montrer des signes de faiblesse en 2012 avec 950 emplois supprimés, aujourd'hui c'est GAD à Lampaul et 850 emplois directs qui sont supprimés, Marine Harvest à Poullaouen avec 410 emplois supprimés, Tilly Sabco à Guerlesquin avec 400 emplois en sursis.

C'est aussi le groupe d'abattage Abattoirs Industriels de la Manche (AIM) qui est mal en point avec 600 emplois en jeu, et enfin l'abattoir de Pontivy qui va fermer et supprimer 84 emplois en 2014.

Ces vagues de licenciements ont provoqué une forte mobilisation des ouvrières et des ouvriers de ce secteur en Bretagne, ce qui ne s'était pas vu depuis longtemps.

Ces salariés ont formé l'essentiel des manifestants du pôle dit « ouvrier », lors des manifestations des « bonnets rouges ». Loin d'être terminées, les luttes ne peuvent que reprendre dans ce secteur dont la crise est comparable à celle que connaît actuellement la métallurgie.

Des milliers d'emploi directs et indirects sont menacés de disparaître dans une région où l'agroalimentaire fait figure de mono industrie. Les emplois publics sont aussi concernés car de nombreux fonctionnaires (techniciens des services vétérinaires) inspectent les viandes dans ces abattoirs.

## Réorienter le modèle breton

Pour le ministère de l'agriculture, la réponse à la crise est claire : on ne change pas un système qui est à bout de souffle. Il faut favoriser l'agrandissement des élevages pour diminuer les coûts de production afin d'améliorer leur compétitivité.

Le ministère a donc décidé de réduire la réglementation environnementale, sous prétexte de simplifications administratives, dans le but d'accélérer la restructuration des élevages. C'est ainsi que depuis le premier janvier 2014 les élevages porcins pourront passer de 450 porcs à 2000 porcs sans enquête publique.

En augmentant de façon très significative le seuil déclenchant l'enquête publique, le ministère de l'agriculture choisit délibérément de réduire la pression du voisinage, des associations ou des pouvoirs publics sur des élevages ayant un impact négatif sur l'environnement.

Une autre mesure avancée par le ministère est tout autant discutable, la création de grandes unités de méthanisation pour produire de l'électricité à partir du lisier.

Si cette mesure est louable, elle engage des capitaux qui sont hors de portée des exploitations moyennes (1,5 à 2 millions d'euros) et constitue une véritable pompe à subvention (40 %). Ces méthaniseurs ne règlent en rien le problème de la pollution de l'eau, l'azote ou le phosphore entrant dans le méthaniseur ressortent intégralement avec l'effluent.

Le modèle breton est en fin de vie, la production de masse à bas prix n'a plus d'avenir car elle est trop coûteuse pour la société. La seule issue est donc de réorienter ce modèle de développement en favorisant des exploitations de moyennes dimensions et produisant des denrées de qualité. Il faut développer un système allant vers l'agriculture biologique qui intègre les coûts indirects liés à la pollution tout en créant de l'emploi.

C'est une véritable révolution intellectuelle que les politiques et l'agriculture dominante doivent opérer. Mais, cette révolution, demandée par la société, a toujours été refusée par les décideurs et le syndicalisme agricole dominant.

Il suffit de se remémorer la crise financière de 2008 qui n'a engendré aucun changement dans la gouvernance financière mondiale.

Pour preuve, le ministre de l'agriculture présente au parlement un projet de loi d'avenir pour l'agriculture qui ne remet pas en question le modèle agricole productiviste et polluant, bien au contraire. ĩ

Didier Herbert (SNUITAM-FSU).

Technicien supérieur du ministère de l'agriculture